

Table des matières

ENERGIE - CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT 3

L'AGENCE FEDERALE DE L'ENVIRONNEMENT EN FAVEUR D'UNE AUGMENTATION DE LA TAXE SUR LES ENERGIES FOSSILES	3
DES MANIFESTATIONS VIOLENTES AUX ABORDS DES MINES DE CHARBON	3
LA MISE EN GARDE DU WIRTSCHAFTSRAT DE LA CDU SUR UN ACTIVISME INCOHERENT SUR LE CLIMAT	3
L'ALLEMAGNE SE REJOINT DES CONCLUSIONS DU G20 CONCERNANT LE CLIMAT	3
LE MINISTRE-PRESIDENT BAVAROIS (CSU) VEUT UNE SORTIE DU CHARBON ACCELEREE	3
LES NOUVELLES ORIENTATIONS DES DIFFERENTS PARTIS EN FAVEUR DE LA PROTECTION DU CLIMAT	3
MOINS DE CO2 DANS LA PRODUCTION D'ELECTRICITE EN ALLEMAGNE D'APRES LA FEDERATION DE L'INDUSTRIE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU (BDEW)	4
LE 4 JUILLET DERNIER, LE MINISTERE FEDERAL DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ENERGIE A PRESENTE SON RAPPORT DE SUIVI SUR LA SECURITE D'APPROVISIONNEMENT EN L'ELECTRICITE.	4
STEFAN KAPFERER QUITTE LE BDEW	4
L'ENERGETICIEN ENBW DU LAND DU BADE WÜRTTEMBERG ACQUIERT LE FRANÇAIS VALECO	4
L'ENERGETICIEN ALLEMAND UNIPER A ANNONCE LA FINALISATION DE LA VENTE DE L'ENSEMBLE DE SES ACTIVITES FRANÇAISES A EPH, UNE HOLDING DANS L'ENERGIE APPARTENANT AU MILLIARDAIRE TCHEQUE DANIEL KRETINSKY.	4
L'AGENCE ALLEMANDE DE L'ENERGIE (DENA) PROPOSE UN PRIX POUR L'EFFICACITE ENERGETIQUE EN 2019 DOTE DE 30 000 EUROS	4
RECORD DE LA PRODUCTION D'ENERGIE RENOUVELABLE EN ALLEMAGNE AU PREMIER SEMESTRE 2019	5
L'INDONESIE RENVOIE UNE CINQUANTAINE DE CONTENEURS DE DECHETS PLASTIQUES VERS LES PAYS EUROPEENS D'ORIGINE, NOTAMMENT VERS L'ALLEMAGNE	5

TRANSPORT 5

ARRET DE LA CJUE SUR LA VIGNETTE AUTOMOBILE ALLEMANDE – L'ALLEMAGNE DESAVOUEE	5
INTRODUCTION DU SERVICE D'AUTO-PARTAGE 100% ELECTRIQUE DE VOLKSWAGEN	5
L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE VEULENT INTENTER DES POURSUITES CONTRE LES INTERDICTIONS DE CIRCULATION EN AUTRICHE	6
UN SOMMET AUTOMOBILE DEDIE AU FUTUR DE LA MOBILITE A LA CHANCELLERIE	6
REJET DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION POUR L'UTILISATION DE NORMES COMMUNES SUR LES ECHANGES DE DONNEES ENTRE VEHICULES AUTONOMES, NOTAMMENT EN RAISON DE L'OPPOSITION DE L'ALLEMAGNE	6
LES TROTTINETTES ELECTRIQUES EN LIBRE-SERVICE FONT LEUR ENTREE DANS LES GRANDES VILLES ALLEMANDES	7

ENTREPRISES, INTERNATIONAL 7

CHANGEMENT A LA TETE DE BMW	7
BAYER SOUS PRESSION POUR TROUVER UNE SOLUTION DE MEDIATION SUR LE DOSSIER DU GLYPHOSATE	7

L'ALLEMAGNE EN RETARD DANS L'ADOPTION DE REGLES EN TERMES DE RESPECT DE DROITS DE L'HOMME POUR SES ENTREPRISES DANS LEURS ACTIVITES INTERNATIONALES	7
STAGNATION DE L'INDUSTRIE ALLEMANDE AU SECOND SEMESTRE	7
HAUSSE DU CHOMAGE PARTIEL DANS L'INDUSTRIE EN ALLEMAGNE.	8
OPEL PRODUIRA SA NOUVELLE ASTRA SUR LE SITE DE RÜSSELHEIM	8
VOLKSWAGEN ET FORD SERAIENT SUR LE POINT DE CONCLURE UN PROJET D'ALLIANCE ACTE EN JANVIER 2019	8
EDITORIAL DU PRESIDENT DE SIEMENS DANS LE HANDELSBLATT SUR LES ENJEUX DE LA PROCHAINE COMMISSION EUROPEENNE	8
RAPPORT DU FMI SUR L'ALLEMAGNE	8
VISITE DU MINISTRE ALTMAIER EN CHINE	9
LES PARLEMENTAIRES ET REPRESENTANTS DES FEDERATIONS REAGISSENT AU SYSTEME DE NOTATION DES ENTREPRISES EN CHINE, RELEVÉ PAR LE HANDELSBLATT DU 24/06.	9
LES GRANDES ENTREPRISES ALLEMANDES FACE A DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE BIEN PLUS FAIBLES QUE LEURS HOMOLOGUES EUROPEENNES	9
LA CONCLUSION D'ALE ENTRE L'UE ET LES AUTOCRATIES D'ASIE DU SUD-EST N'EST PAS SANS FAIRE DEBAT, SELON LE HANDELSBLATT	9
PREMIER BILAN DES POSITIONS ALLEMANDES SUR LE PROJET D'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LE MERCOSUR	10
<u>NUMERIQUE, INNOVATION</u>	<u>10</u>
LES ENCHERES 5G RAPPORTENT A L'ÉTAT PRES DE 6,6 MILLIARDS D'EUROS	10
L'ALLEMAGNE LANCE UN PROJET PILOTE SUR LA FIBRE OPTIQUE	10
DEUTSCHE TELEKOM INAUGURE UNE OFFRE 5G POUR DES CLIENTS INDIVIDUELS	10
CONSEQUENCE DE L'ESSOR DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE SUR LES FONCTIONS DE GESTION ET D'ADMINISTRATION DANS LES ENTREPRISES	11
LANCEMENT D'UN NOUVEAU FONDS DE CAPITAL-RISQUE, FINANCE NOTAMMENT PAR PLUSIEURS GRANDES ENTREPRISES FAMILIALES ALLEMANDES	11

ENERGIE - CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT

L'agence fédérale de l'environnement en faveur d'une augmentation de la taxe sur les énergies fossiles

L'Agence fédérale de l'environnement (« Umweltbundesamt ») recommande une hausse des taxes sur les énergies fossiles (mazout de chauffage, gaz naturel, essence et diesel) en faveur de la protection du climat. Elle préconise une redistribution des recettes aux citoyens par la réduction de la taxe sur l'éco-électricité (EEG) et par d'autres moyens comme la promotion des transports publics et l'isolation thermique des bâtiments. Selon le [rapport](#) publié le 26 juin, l'Agence considère que les autres méthodes de tarification du CO2 sont trop complexes à réaliser car il n'existe pas pour l'heure une majorité politique en faveur de l'extension du marché des droits à polluer.

Des manifestations violentes aux abords des mines de charbon

Le week-end du 22 juin plus d'une dizaine de milliers manifestants du mouvement « Ende Gelände » ont bloqué les voies de chemin de fer reliant les bassins houillers de la ville de Garzweiler (Rhénanie du Nord Westphalie) et les centrales productrices d'électricités. Certains d'entre eux se sont infiltrés sur les mines à ciel ouvert pour exiger une sortie rapide du charbon. Le fournisseur d'électricité RWE détenteur des centrales a porté plainte. Des affrontements ont eu lieu entre les forces de l'ordre et les militants qui ne voulaient pas évacuer les sites. Les manifestants ont accusé la police de violences tandis que le ministre de l'intérieur du Land Herbert Reul (CDU) a dénoncé la mise en danger des forces de l'ordre par les activistes.

La mise en garde du Wirtschaftsrat de la CDU sur un activisme incohérent sur le climat

Astrid Hamker, présidente du Wirtschaftsrat de la CDU, association d'entrepreneurs proche du parti conservateur, a alerté la CDU sur le risque d'une action trop volontariste en faveur du climat. Selon elle, les actions sectorielles « incohérentes » comme la sortie du nucléaire et à la fois du charbon pour 2038 risquerait déjà de déstabiliser fortement le tissu économique. Un autre argument avancé est celui de la destruction d'emplois en Allemagne (dans le nucléaire ou l'industrie charbonnière) qui créerait des emplois à terme moins respectueux de l'environnement ailleurs sur la planète.

L'Allemagne se réjouit des conclusions du G20 concernant le climat

En conférence de presse, la Chancelière Angela Merkel s'est réjouie de l'avancée et de la continuité des engagements des participants depuis le sommet de Buenos Aires en 2018. Elle a par ailleurs indiqué que les engagements irréversibles et similaires à ceux de l'accord de Paris devront être réexaminés en 2020 pour prendre si besoin de nouvelles mesures en ce sens. Elle a réaffirmé l'engagement de l'Allemagne en faveur des pays en développement pour faire face aux changements climatiques et salué les avancées des discussions avec le président chilien sur la neutralité carbone.

Le ministre-président bavarois (CSU) veut une sortie du charbon accélérée

Markus Söder (CSU), ministre président de Bavière, a annoncé le 22 juin vouloir une sortie du charbon dans la production d'électricité pour 2030 soit 8 ans avant la date convenue. Il souhaite également que le plan de 40 milliards relatif à la restructuration des régions charbonnières bénéficie également à la Bavière permettant ainsi une aide forte dans la recherche sur les énergies renouvelables.

Les nouvelles orientations des différents partis en faveur de la protection du climat

Les [Verts](#) et le [SPD](#) ont présenté le même jour (27 juin) leur programme pour la protection de l'environnement. De manière générale le parti social-démocrate propose d'accompagner socialement la transition énergétique. Les Verts souhaitent que des actes pour la protection du climat soient pris dès aujourd'hui avec une loi sur l'élimination progressive du charbon et une tarification du CO2 à 40 euros la tonne. Le parti Die Linke a

également proposé le 28 juin un [programme](#) en 7 points pour le climat en indiquant qu'il n'est pas possible de créer un capitalisme vert comme souhaiterait le faire les Verts. La CDU n'a pas encore de ligne claire à ce sujet. Néanmoins un groupe de coordination sur le climat sous la direction d'Andreas Jung et de Georg Nüßlein a été créé. Grâce à cette initiative une ligne directrice du parti devra s'établir le 16 septembre sur la question climatique et plus précisément sur la tarification du CO2.

Moins de CO2 dans la production d'électricité en Allemagne d'après la fédération de l'industrie de l'Energie et de l'Eau (BDEW)

Selon le BDEW les émissions dans la production d'électricité ont diminué au cours du premier semestre 2019 d'environ 15 % par rapport à la même période de l'année précédente. Elles seraient passées de 136 à 116 millions de tonnes. Le BDEW attribue cette évolution positive à la douceur du climat, à l'augmentation du prix du CO2 sur le marché d'échange de quotas (ETS UE) et à un record de production dans le domaine des énergies renouvelables.

Le 4 juillet dernier, le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie a présenté son rapport de suivi sur la sécurité d'approvisionnement en l'électricité.

Dans sa conférence de presse qui a suivi la publication de ce rapport, Stefan Kapferer, président du conseil d'administration du BDEW a indiqué que ce rapport démontrait qu'à l'avenir, l'Allemagne - *qui n'exploitera plus de charbon pour sa production d'électricité à l'horizon 2038* - dépendra lourdement des importations pour assurer un niveau élevé de sécurité d'approvisionnement. En conséquence, le BDEW en appelle à développer davantage de centrales électriques alimentées au gaz et souligne l'importance fondamentale du marché intérieur de l'électricité dans l'UE pour la sécurité d'approvisionnement des pays qui la compose.

Stefan Kapferer quitte le BDEW

Stefan Kapferer, président du conseil d'administration de BDEW depuis mai 2016, quittera l'association le 31 octobre 2019 et prendra la présidence du conseil d'administration de 50Hertz Transmission GmbH.

L'énergéticien EnBW du Land du Bade Württemberg acquiert le français Valeco

EnBW vient de finaliser le rachat du développeur et exploitant d'énergies renouvelables montpelliérain, avec lequel il négociait depuis mars dernier. Jusqu'à présent, Valeco était la propriété de ses fondateurs, la famille Gay et de la Caisse des Dépôts (35,5% du capital).

L'énergéticien allemand Uniper a annoncé la finalisation de la vente de l'ensemble de ses activités françaises à EPH, une holding dans l'énergie appartenant au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.

Uniper et EPH ont conclu les négociations sur la vente des activités d'Uniper en France lesquelles avaient été annoncées en décembre 2018. L'offre d'EPH concerne notamment deux centrales à charbon exploitées par Uniper, à Gardanne (Bouches-du-Rhône) et Saint-Avold (Moselle), appelées à être fermées. A côté de la production et la distribution d'énergie à partir de centrales au charbon et au gaz, Uniper exploite sur le territoire français des parcs dans l'éolien et le solaire et y emploie au total près de 500 personnes (12.000 dans le monde). Le repreneur EPH est le 6e groupe d'énergie en Europe. Il emploie 10.000 personnes en République tchèque, Europe de l'Est, Italie, Allemagne et au Royaume-Uni. Son principal actionnaire et président du conseil d'administration est Daniel Kretinsky, 43 ans, 5e fortune tchèque.

L'Agence allemande de l'énergie (DENA) propose un Prix pour l'efficacité énergétique en 2019 doté de 30 000 euros

La DENA est en quête des projets de nature à réduire la consommation d'énergie et les émissions affectant le climat dans les entreprises. Ce concours à vocation international favorise les approches novatrices et

transposables visant à accroître l'efficacité énergétique. La date limite d'inscription est fixée au 15 juillet. Toute entreprise privée ou publique indépendamment de sa taille et de son secteur d'activité est invitée à soumettre son projet en ligne dans 4 catégories :

(i) Energiewende 2.0 : projets qui, en plus d'accroître l'efficacité énergétique, ont d'autres effets positifs sur le système énergétique ; (ii) - Efficacité énergétique : projets proposant des mesures classiques d'efficacité énergétique et des solutions numériques ; (iii) - Services énergétiques et gestion de l'énergie : projets mis en œuvre par des gestionnaires ou des fournisseurs de services. Tant les entreprises que les fournisseurs de services peuvent présenter une demande ;

(iv) Prix du public : projets révélant des concepts d'amélioration de l'efficacité énergétique déjà mis en œuvre.

<https://www.dena.de/newsroom/meldungen/2019/energy-efficiency-award-2019-bewerbungsfrist-bis-15-jul/>

Record de la production d'énergie renouvelable en Allemagne au premier semestre 2019

L'électricité produite au moyen de renouvelables a représenté 44 % de l'électricité consommée en Allemagne au premier semestre, un record. Le réseau électrique n'est toutefois pas en mesure de faire face à cette hausse. Les gestionnaires de réseaux exigent un plan d'adaptation.

L'Indonésie renvoie une cinquantaine de conteneurs de déchets plastiques vers les pays européens d'origine, notamment vers l'Allemagne

Le Handelsblatt souligne le rôle de l'Allemagne dans l'exportation de déchets toxiques dans les pays d'Asie du Sud-est. Le pays exporterait chaque année plus d'un million de tonnes de déchets plastiques, soit le sixième de l'ensemble des déchets de ce type produits en Allemagne. A la suite de la décision de la Chine, premier importateur mondial jusqu'en 2017, d'interdire ce commerce sur son sol, les exportations de déchets en provenance des pays développés se sont réorientées vers l'Asie du Sud-est et l'Inde. Les pays de l'ASEAN souhaitent adopter la même position que la Chine, mais ils peinent à s'organiser sur le plan interne et à définir une position commune. Selon un expert en gestion de déchets, interrogé par le Handelsblatt, ces pays renvoient toutefois de plus en plus de déchets vers les pays de départ, notamment l'Indonésie, où arrivent la plupart des plastiques allemands non recyclés. Cette nouvelle donne ne constitue pas un danger pour l'industrie allemande des déchets, toujours selon le Handelsblatt, mais exerce au contraire une pression positive sur l'ensemble des entreprises, les contraignant à repenser la conception et l'emballage de leurs produits. Selon l'expert interrogé, près de 50 % des emballages ne sont ainsi pas recyclables car composés de plusieurs composants difficilement séparables.

TRANSPORT

Arrêt de la CJUE sur la vignette automobile allemande – l'Allemagne désavouée

Dans une décision rendue publique le mardi 18 juin, la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) a établi que le projet de vignette automobile allemande contrevenait au droit européen et a ainsi donné raison à l'Autriche. Dès 2017, le gouvernement SPÖ-ÖVP avait porté plainte contre le projet allemand qu'il estimait incompatible avec les traités européens. Il prévoyait une restitution du montant de cette taxe aux contribuables allemands par la voie fiscale, non applicable aux automobilistes étrangers. La CJUE a estimé que ce projet instaurerait une « discrimination à l'égard des automobilistes étrangers » du fait d'une exonération prévue de la taxe sur les véhicules automobiles immatriculés en Allemagne d'un montant au moins équivalent. Les médias et observateurs, dans la grande majorité, n'ont pas contesté le raisonnement juridique de la CJUE.

Introduction du service d'auto-partage 100% électrique de Volkswagen

Le constructeur est entré sur le marché de l'autopartage sous le nom de WeShare. A Berlin, 1500 véhicules électriques ont ainsi été mis à disposition des clients qui peuvent en faire usage via une application smartphone. La zone d'opération de cette nouvelle offre s'étend pour le moment à 150 kilomètres carrés. D'ici 2020, 500 voitures supplémentaires devraient être introduites à Berlin. Une extension du service à Prague et à Hambourg

en coopération avec le constructeur Skoda est également à l'étude. WeShare fonctionne selon le principe du libre-service et utilise des bornes de recharge publiques, ainsi que celles de plus de 70 agences Lidl et Kaufland. Le prix est fixé à 19 centimes par minute d'utilisation et trois catégories tarifaires seront mises en place dès le mois de septembre. Christian Senger, membre du conseil d'administration de la marque Volkswagen, insiste sur le fait que WeShare n'a pas vocation à remplacer les transports publics mais uniquement à compléter l'offre de mobilité.

L'Allemagne et l'Italie veulent intenter des poursuites contre les interdictions de circulation en Autriche

L'Autriche n'autorise plus qu'un nombre limité de camions par heure à entrer dans le pays afin de soulager la charge de ses autoroutes - 300 camions par heure seulement en provenance de Bavière. Le ministre des transports allemand, Andreas Scheuer (CSU) juge ces mesures « profondément discriminatoires » et n'est pas le seul à s'y opposer. L'Italie souhaiterait poursuivre l'Autriche invoquant une entrave à la libre circulation des marchandises et une violation du droit communautaire. Avec son collègue italien Danilo Toninelli, A. Scheuer a appelé la Commission européenne à prendre des mesures immédiates pour mettre fin à « ce blocus systématique ». Les deux ministres des transports ont rendu publique leur plainte dans une lettre conjointe adressée à la Commission européenne. La commissaire responsable, Violeta Bulc, a invité les ministres des transports des deux pays à une réunion de crise à Bruxelles. Outre les poids lourds, une interdiction touchant les automobilistes fait également l'objet de vives critiques. Ces derniers ne peuvent plus contourner les autoroutes de la région du Tyrol et ce tous les week-ends jusqu'à la mi-septembre.

Un sommet automobile dédié au Futur de la mobilité à la chancellerie

Lundi 24 juin au soir s'est tenu à la chancellerie un sommet automobile sur le thème du futur de la mobilité. Il a réuni pendant plus de trois heures les grands noms de la coalition, les dirigeants de l'industrie automobile (VW, Daimler et BMW) et le président du VDA (la fédération des constructeurs et fournisseurs du secteur automobile). Il a été décidé de présenter d'ici la fin du mois de septembre un « Masterplan » dédié au développement de l'infrastructure de recharge pour les véhicules électriques. Ce plan devra donner une vision exhaustive des différentes installations : les bornes de recharge publiques mais aussi celles des supermarchés, des stations-service, des autoroutes voire des maisons individuelles ; ainsi que réfléchir à la mise en place de dispositifs fiscaux incitatifs à l'achat de véhicules électriques. Alors que les participants ont assuré avoir trouvé la discussion constructive, la presse allemande regrette unanimement le peu d'avancées concrètes de ce sommet.

Rejet des propositions de la Commission pour l'utilisation de normes communes sur les échanges de données entre véhicules autonomes, notamment en raison de l'opposition de l'Allemagne

Le 5 juillet, le Comité des représentants permanents de l'Union européenne a rejeté, à la majorité qualifiée, les propositions de la Commission européenne visant à l'utilisation de normes Wifi pour les futurs échanges de données entre véhicules autonomes. Cette majorité qualifiée était largement menée par l'Allemagne, dont le Ministre fédéral des Transports avait dit son opposition à l'utilisation du Wifi. Selon le Handelsblatt, utiliser le réseau wifi aurait présenté l'intérêt de créer un système de communication compatible entre tous les modèles de véhicules et permettant l'échange gratuit de données pour des domaines relevant de la sécurité routière (embouteillages, risques naturels...). Le rejet de ce texte suppose, selon le Handelsblatt, la mise en place par chaque constructeur automobile de son propre réseau d'échanges de données, non nécessairement compatible avec celui d'un concurrent, ouvrant ainsi la voie à la commercialisation des données des clients. La décision allemande s'appuie sur le fait que, selon le Handelsblatt, des constructeurs de véhicules haut de gamme, notamment BMW, ou des opérateurs de téléphonie, dont Deutsche Telekom, ont déjà développé leurs propres réseaux et bases de données pour les véhicules autonome. Ils ne souhaitent pas le mettre à disposition gratuitement de leurs concurrents en raison notamment des coûts induits par le développement de telles technologies.

Les trottinettes électriques en libre-service font leur entrée dans les grandes villes allemandes

Les services de location de trottinettes électriques sont désormais autorisés depuis le 15 juin, leur déploiement fleurit dans les grandes villes allemandes notamment à Berlin. Leur utilisation est toutefois soumise à plusieurs règles : les usagers ne peuvent rouler que sur les pistes cyclables ou sur la route – en l'absence de piste cyclable, mais en aucune circonstance sur le trottoir et les voies de bus sous peine de devoir payer une amende d'un montant variable de 15 à 30 euros. La vitesse est limitée à 20km/h et il faut être âgé d'au moins 14 ans pour en faire usage. Les trottinettes devront être munies d'une vignette d'assurance autocollante mise en place pour tous les véhicules électriques légers sur le modèle des vignettes destinées aux cyclomoteurs et aux petits scooters. Selon le Ministère fédéral des transports, le coût de la vignette est estimé à 90 euros par an pour les jeunes conducteurs (jusqu'à 22 ans) et à 60 euros par an pour les conducteurs plus âgés. Aucun incident grave n'a été constaté depuis l'introduction des trottinettes libre-service, mais les premières inquiétudes en terme de sécurité commencent à émerger notamment parce que les trottinettes ne sont pas autorisées à rouler sur les voies de bus en l'absence de piste cyclable. Le risque est que les usagers choisissent d'emprunter les trottoirs pour éviter la route.

ENTREPRISES, INTERNATIONAL

Changement à la tête de BMW

Harald Krüger, le DG de BMW, a annoncé qu'il quitterait la tête du groupe d'ici 2020, sous la menace d'un non-renouvellement de son mandat par le conseil d'administration. Pendant les deux premières années de sa présidence, le groupe a connu des résultats record, mais les chiffres sont en baisse depuis 2018. Les critiques de M. Krüger lui reprochent de ne pas avoir positionné BMW suffisamment sur la mobilité électrique. BMW doit désormais faire face à d'importants investissements sur la mobilité électrique et est contrainte de réduire les coûts. L'entreprise a ainsi conduit les dirigeants du groupe à geler les embauches, pour la première fois en dix ans.

Bayer sous pression pour trouver une solution de médiation sur le dossier du glyphosate

Les principaux investisseurs de Bayer (le fonds de pension américain Elliot et le fonds souverain singapourien Temasek) font pression pour que le groupe trouve une solution de médiation rapide sur la question du glyphosate aux Etats-Unis, encourageant un arrangement financier à l'amiable avec les plaignants.

L'Allemagne en retard dans l'adoption de règles en termes de respect de droits de l'homme pour ses entreprises dans leurs activités internationales

Le Plan d'action national pour les entreprises et les droits de l'homme (PAN), mettant en œuvre les Objectifs de développement durable des Nations Unies, risque d'échouer en raison des réticences du Ministre fédéral de l'Economie. Le Handelsblatt rappelle qu'aucune réglementation contraignante n'existe actuellement en Allemagne dans le domaine du respect des droits de l'homme par les entreprises allemandes à l'étranger, contrairement à la situation française. Une mission sur les pratiques des entreprises allemandes a cependant été lancée par le gouvernement.

Stagnation de l'industrie allemande au second semestre

L'institut de recherche du Handelsblatt (HRI) conclut à une stagnation de l'économie allemande sur le second semestre, avec une croissance de seulement 0,3 % sur l'année 2019. Cette étude est en dessous de la plupart des prévisions de croissance pour l'Allemagne, situées entre 0,5 et 1% de croissance pour 2019. Le HRI souligne le contraste entre une situation économique allemande robuste et les difficultés de l'industrie, fortement dépendante des exportations. La Fédération du secteur des machines-outils (VDMA), l'une des principales fédérations professionnelles allemandes, revoit ainsi à la baisse ses prévisions pour 2019. Elle prévoit un chiffre

d'affaire de ses membres en baisse de 2 % par rapport à 2018, atteignant 226 Mds EUR. Selon le Président du VDMA, les entreprises membres ne fonctionnent actuellement qu'à environ 87 % de leurs capacités. La réduction des investissements dans l'industrie, notamment automobile, les tensions commerciales Etats-Unis – Chine et la réduction des commandes en provenance d'Italie, du Royaume-Uni et du Moyen-Orient expliquent cette tendance à la baisse.

Hausse du chômage partiel dans l'industrie en Allemagne.

Selon l'institut de recherche Ifo, 8,5 % des entreprises du secteur manufacturier pourraient avoir recours au chômage partiel dans les trois prochains mois, contre 4 % à l'heure actuelle. Selon l'Agence fédérale pour l'emploi, 44 000 employés pourraient être concernés. Selon l'Ifo, cette situation s'explique par la situation difficile dans laquelle se trouve l'industrie allemande depuis l'été dernier et la situation de ralentissement économique général dans laquelle se trouve le pays, qui ont des effets sur le marché du travail.

Opel produira sa nouvelle Astra sur le site de Rüsselsheim

Opel a annoncé la localisation de la chaîne de production de sa nouvelle Astra sur son principal site, à Rüsselsheim. Celle-ci devrait être opérationnelle d'ici un an et demi. Dans cet intervalle, l'usine risque d'être confrontée à des surcapacités. Aussi, en contrepartie de l'approbation des investissements nécessaires à la nouvelle chaîne de production, le comité d'entreprise d'Opel a accepté un programme de réduction volontaire de personnel par le biais de retraites partielles, de retraites anticipées et d'indemnités de départ. Celui-ci devrait concerner environ 600 employés de production dans les prochaines années.

Volkswagen et Ford seraient sur le point de conclure un projet d'alliance acté en janvier 2019

Le Conseil de surveillance devrait valider prochainement cette décision. Les deux constructeurs souhaitent coopérer dans des domaines d'innovation tels que l'électromobilité, les voitures autonomes. Les véhicules utilitaires constituent également un secteur où des synergies sont envisagées. L'alliance permettra à chaque groupe de mutualiser certains outils de recherche et développement afin de réaliser des économies que le Handelsblatt estime à plusieurs milliards d'euros. Ford devrait ainsi pouvoir disposer de la plate-forme d'outils d'assemblage de véhicules électriques (MEB – module que VW propose à la vente auprès de ses concurrents) à des tarifs réduits. Le Handelsblatt signale toutefois que les négociations ont été difficiles, notamment concernant Argo, filiale de Ford spécialisée dans le développement de systèmes pour les véhicules autonomes. VW, via une de ses propres filiales, souhaitait entrer au capital d'Argo, le montant de la transaction ayant fait l'objet de vives tensions entre les deux groupes.

Editorial du Président de Siemens dans le Handelsblatt sur les enjeux de la prochaine Commission européenne

Dans un éditorial du Handelsblatt, le 5 juillet, le Président de Siemens, M. Kaeser, analyse les principaux enjeux de la prochaine législature européenne. Il identifie 5 axes majeurs : (i) la lutte contre les changements climatiques par une transition écologique qui doit constituer une opportunité pour l'industrie européenne, (ii) la nécessité de cohérence et d'unité dans les positions de l'Union européenne, (iii) la hausse des investissements dans les technologies du futur, notamment l'intelligence artificielle et les innovations de rupture, (iv) la modernisation du cadre réglementaire européen, pour renforcer l'attractivité de l'espace communautaire tout en adaptant le droit à la concurrence, (v) préparer les citoyens européens à la transition numérique, par l'introduction d'une « culture numérique » dans l'éducation, l'apprentissage et la vie professionnelle, ainsi que par l'établissement de normes communes.

Rapport du FMI sur l'Allemagne

L'économiste en chef du FMI revient sur la situation allemande. Elle souligne que l'Allemagne dispose de marges de manœuvre nécessaires pour une utilisation accrue de la politique budgétaire afin de réaliser des

investissements dans les infrastructures, dans l'éducation et dans le numérique. Ces dépenses pourraient accroître les leviers de croissance potentielle allemande, cette dernière étant désormais ralentie, et ce sur le long terme, en raison d'une hausse limitée de la productivité et du vieillissement de la population.

Visite du ministre Altmaier en Chine

Le Ministre Altmaier s'est rendu en Chine du mercredi 19 au vendredi 21 juin. Il a notamment abordé le cas de Huawei et de la 5G. Il a rappelé que l'Allemagne ne souhaitait exclure aucun fournisseur mais souhaitait garantir le respect de sa sécurité nationale. Il a notamment eu un entretien longtemps gardé secret avec le fondateur de Huawei, M. Ren Zhengfei, puis avec le Ministre de l'Industrie et des Technologies de l'information. Les tensions commerciales ont également été abordées, notamment avec Liu He. M. Altmaier a prudemment critiqué les difficultés d'accès des entreprises allemandes au marché chinois, mais il a surtout insisté sur les intérêts communs entre les deux pays.

Les Parlementaires et représentants des Fédérations réagissent au système de notation des entreprises en Chine, relevé par le Handelsblatt du 24/06.

Le porte-parole de la fraction CDU/CSU au Bundestag a estimé que ces mesures étaient spécifiquement utilisées pour dissuader les entreprises allemandes d'accéder à la commande publique. Il a appelé à une réaction nationale et a exhorté l'Union européenne à adopter des mesures appropriées pour y répondre. Le Président de la fédération des entreprises familiales a appelé le Gouvernement à prendre garde que les entreprises allemandes en Chine ne soient pas évincées du marché chinois. La porte-parole des Verts au Bundestag a qualifié cet instrument d'outil protectionniste utilisé par la Chine.

Les grandes entreprises allemandes face à des perspectives de croissance bien plus faibles que leurs homologues européennes

Les 70 sociétés allemandes figurant parmi les 500 principales sociétés européennes ont connu une diminution de 17 % de leurs bénéfices en 2018. Cette tendance à la baisse se confirme au premier trimestre 2019, avec une baisse de plus de 25 % des bénéfices par rapport à la même période en 2018. Le bilan des entreprises du Dax affiche ses pires résultats depuis 9 ans. Un économiste cité par le Handelsblatt signale que l'Allemagne représente actuellement le principal risque pour la croissance européenne. Les tensions commerciales expliquent en partie ce recul, notamment dans l'industrie.

La conclusion d'ALE entre l'UE et les autocraties d'Asie du Sud-est n'est pas sans faire débat, selon le Handelsblatt

Le 30 juin, l'UE et le Vietnam ont signé un ALE après 7 ans de négociations. A cette occasion, le Handelsblatt revient sur les défis des ALE signés ou en cours de négociations entre l'UE et les autocraties d'Asie du Sud-est. D'un côté, de tels ALE permettent une réduction majeure des droits de douane. Pour le Vietnam, la quasi-totalité de ces droits serait ainsi supprimée, sur un volume commercial de 50 Mds EUR par an. Par ailleurs, la conclusion d'ALE permet à l'UE d'influencer les conditions de production dans le sens d'une meilleure protection des travailleurs et de l'environnement. Néanmoins, le Handelsblatt rappelle que les sanctions douanières sont l'un des moyens de pression les plus utilisés par les Etats membres pour répondre aux violations aux droits de l'homme dans ces pays. Le quotidien cite ainsi l'exemple de l'Allemagne, qui avait suspendu son partenariat stratégique avec le Vietnam à la suite de l'enlèvement d'un demandeur d'asile vietnamien sur le sol allemand, puis sa condamnation à la prison à vie. De même, l'UE a engagé des procédures contre le Myanmar et le Cambodge pour leur retirer leurs privilèges douaniers (exemption de droits de douane aux pays les plus pauvres, à condition que des violations en termes de droits de l'homme et de travail n'y soient pas observées). L'UE a également gelé les négociations pour un projet d'ALE avec la Thaïlande après la prise de pouvoir par la junte militaire en 2014. Néanmoins, de telles sanctions amènent ces pays à se détourner de l'UE au profit notamment de la Chine ; Elles risquent également de nuire à l'emploi dans ces pays et d'y accroître la pauvreté. Le Handelsblatt conclut donc à un dilemme de l'UE en matière commerciale concernant ces pays.

Premier bilan des positions allemandes sur le projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur

A propos du projet d'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur, le Handelsblatt souligne l'importance du marché concerné, qui représentera le quart du PIB mondial. Il revient également sur les bénéfices attendus par les industriels européens, en raison de la quasi-suppression des droits de douane dans l'automobile, la mécanique et la chimie. Le quotidien détaille les bénéfices attendus par les groupes automobiles allemands et le soutien apporté par certaines fédérations patronales au texte, ainsi que l'enthousiasme du Ministre fédéral de l'Economie et de l'énergie. La FAZ, de son côté, se félicite d'un accord qui contre la tendance actuelle à la hausse du protectionnisme telle qu'incarnée par le Président américain. Le Handelsblatt, tout comme Die Welt soulignent toutefois les divisions suscitées par cet accord en Allemagne. Les agriculteurs allemands s'inquiètent également de la levée des quotas sur les produits agricoles en provenance du Mercosur. Die Welt souligne également le rejet catégorique de l'accord par les Verts. Il est à noter toutefois que les débats français concernant cet accord semblent attirer davantage l'attention de la presse allemande que les positions des différentes parties prenantes en Allemagne.

NUMERIQUE, INNOVATION

Les enchères 5G rapportent à l'Etat près de 6,6 milliards d'euros

Les enchères les plus longues de l'histoire de l'Agence fédérale des réseaux ont pris fin le 12 juin et ont rapporté à l'Etat allemand près de 6,6 Mds€, un résultat bien au-dessus des prévisions des experts qui estimaient les recettes de l'ordre de 3 à 5 Mds€. Il aura fallu plus de 497 tours d'enchères et 12 semaines de négociation pour clôturer l'attribution des fréquences. Outre les trois opérateurs historiques, Deutsche Telekom, Vodafone et Telefónica, cette vente aux enchères aura vu l'arrivée remarquée de 1&1 Drillisch – jusqu'alors filiale de United Internet sans réseau mobile propre - et qui a investi 1,1 Mds€ intégrant ainsi le cercle des opérateurs de réseau mobile. La 5G, qualifiée de « technologie temps réel » par les experts en raison de ses temps de réponse très courts, est perçue comme une révolution majeure qui permettra de développer des technologies du futur comme les véhicules autonomes. Les recettes de la vente aux enchères des fréquences seront intégralement versées au fond spécial pour l'infrastructure numérique et financeront l'extension des réseaux, le développement du haut débit (10 à 12 Mds€) et le Pacte numérique destiné aux écoles.

L'Allemagne lance un projet pilote sur la fibre optique

Selon l'Agence fédérale des réseaux, seules 1,1 millions de connexion par fibre optique étaient en service fin 2018 bien que 3,7 millions de connexions soient disponibles. 25 millions de connexions passent encore par la technologie ADSL. L'offre demeure chère et les clients allemands sont peu enclins à payer le « supplément fibre ». C'est dans ce contexte que le fournisseur Deutsche Glasfaser s'est engagé dans une nouvelle voie de coopération avec Htp, le fournisseur télécom de la région de Hanovre, pour tenter de combler le retard en optant pour une répartition des tâches changée. Quand Deutsche Glasfaser gère l'infrastructure et la pose de câbles en fibre optique directement au domicile des particuliers, Htp loue l'infrastructure et gère le marketing et l'exploitation. Ce projet pilote entend relier 12 000 foyers de Wedemark, près de Hanovre, par fibre optique. Ce type de coopération nommée Open Access, rare en Allemagne, est courant dans d'autres pays européens. Les opérateurs s'efforcent de coopérer pour mieux absorber les coûts importants liés à l'expansion du réseau de fibre optique. Deutsche Telekom, a ainsi conclu une joint-venture avec la société municipale EWE, qui détient la moitié de Htp, pour relier 1,5 million d'entreprises et de particuliers en Basse-Saxe, en Rhénanie du Nord-Westphalie et à Brême par fibre optique. Toutefois, le Bundeskartellamt a ouvert une enquête, l'autorité craint en effet que le projet n'exclut des concurrents. Il devrait statuer d'ici le 21 août.

Deutsche Telekom inaugure une offre 5G pour des clients individuels

Deutsche Telekom initie progressivement une offre 5G pour une clientèle individuelle. Trois semaines après la fin des enchères pour l'attribution des fréquences 5G, le Handelsblatt signale que les quatre fournisseurs ayant des droits sur le futur réseau (Deutsche Telekom, Vodafone, Telefonica et Drillisch) commencent à développer

des offres destinées aux entreprises et aux clients privés. Dans ce dernier domaine, le quotidien signale l'avance de Deutsche Telekom, qui dispose déjà de 150 antennes 5G dans des centres de tests à Berlin, Bonn et à Darmstadt. Le groupe a déjà mis à disposition ces espaces auprès de ses clients, moyennant un forfait de 85 EUR et la nécessité de disposer de l'un des tout derniers modèles de smartphones. Le Handelsblatt reconnaît que l'utilité du réseau 5G pour des individus est pour le moment limitée, en raison du petit nombre de zones couvertes (à titre de comparaison des 150 points émettant de la 5G, Deutsche Telekom dispose de 29 000 antennes dédiées aux communications mobiles en Allemagne) et du peu d'applications exploitant le potentiel de la 5G à l'heure actuelle. Le groupe souhaite néanmoins proposer l'usage de la 5G dans d'autres zones d'ici la fin de l'année, situées à Hambourg, Leipzig et Munich. La marque se positionne ainsi en pionnière dans la 5G. Le quotidien souligne d'ailleurs que d'autres opérateurs comme Telefonica ont réagi à cette initiative, dénonçant une simple démarche publicitaire quand eux entendaient développer le bénéfice du client, attendant donc le développement du réseau, une baisse du prix et la hausse des *apps* disponibles.

Conséquence de l'essor de l'intelligence artificielle sur les fonctions de gestion et d'administration dans les entreprises

Le Handelsblatt consacre un article à l'essor de l'intelligence artificielle et au développement des robots dans l'administration et la gestion des entreprises. Ce phénomène entraîne des réductions d'emplois, notamment pour certaines tâches simples. Le Handelsblatt cite l'exemple de Volkswagen, qui souhaite réduire sa masse salariale de 4 000 postes dans les fonctions de gestion et de prévision financière du groupe, par à un recours accru à l'intelligence artificielle. Le groupe de chimie BASF est en train de réorganiser l'ensemble de ses services administratifs, afin d'atteindre l'objectif de 6 000 suppressions d'emplois d'ici 2021, principalement par le recours à l'intelligence artificielle pour effectuer les tâches les plus répétitives.

Lancement d'un nouveau fonds de capital-risque, financé notamment par plusieurs grandes entreprises familiales allemandes

Plusieurs grandes entreprises familiales allemandes, dont Porsche et Lidl, impliquées dans la société de capital-risque E.ventures, lancent un nouveau fonds d'investissement doté de 400 M de dollars. 175 M y seront consacrés au financement de start-ups européennes, dans trois secteurs (i) les *fintechs*, la fourniture de services B2B et des offres B2C. Le Handelsblatt rappelle à ce propos le retard de l'Allemagne en matière de capital risque, y compris par rapport à ses principaux voisins européens, dont la France. Les principaux déficits de financements sont observés dans la phase de maturation et de développement des Start-ups (*Scaling-up*).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Berlin (adresser les demandes à berlin@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique de Berlin

Adresse : Pariser Platz 5, 10117 Berlin, Allemagne

Rédigé par (par ordre alphabétique) : Alissa ABBOUD, Adèle DAUTRESME, Tony HUBERT, Thomas JEANNIN, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Catherine LEGRAND, Guillaume PRIGENT, Relu par : Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Version du 14/06/2019